Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 27 (1969)

Heft: 3

Artikel: Le nouvel Etat industriel : présentation, critiques et conséquences

Autor: Galbraith, J.-K.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-136467

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le nouvel Etat industriel:

présentation, critiques et conséquences [1]

J.-K. Galbraith,
professeur à l'Université de Harvard

I

Au cours de cet exposé, je tenterai de présenter une vue générale des idées que j'ai publiées il y a un an ou deux dans *Le nouvel Etat industriel*, suivie des critiques les plus importantes qui ont été énoncées à son sujet, ainsi que les réponses que je leur apporterai. J'aimerais ensuite passer en revue certaines des conséquences majeures qui découlent de ces propos. Il n'existe, pour un écrivain, que peu de plaisirs qui dépassent celui de la contemplation détaillée de ses propres œuvres. Je vais donc passer un excellent moment. Vous ne serez peut-être pas trop surpris d'apprendre, qu'en ce qui concerne mes critiques, je compte bien relever le défi avec succès.

II

Il me faut commencer par l'examen de l'une des propositions les plus généralement admises en économie politique, celle du règne du consommateur que, dans *Le nouvel Etat industriel*, j'appelle la « séquence classique ». Cette proposition affirme que, dans la vie économique, le pouvoir ultime de décision appartient à l'individu. Par ses achats sur le marché, par son choix libre et sans contraintes d'un produit de préférence à un autre, d'un service donné plutôt que d'un autre, il met en branle les influences qui contrôlent, en dernière analyse, le système économique. Plus exactement, le consommateur donne des ordres au marché qui, à son tour, transmet ces instructions aux producteurs. Selon les instructions données par le consommateur, certains biens seront plus rentables, d'autres moins. Dans ce contexte heureux et fondamentalement libéral, le consommateur, l'individu en fin de compte, est roi.

Dans une société simple où des choses simples sont fabriquées de manière simple, il n'y a pas lieu de mettre en doute ce schéma. C'est pour décrire une telle société que les théories modernes de l'économie de marché — théories non socialistes — ont été

[1] Texte d'une conférence donnée à l'IMEDE, en mars 1969, dans le cadre du cours sur les affaires internationales du prof. P. Gœtschin. Publié avec la permission de l'auteur. Traduction de l'anglais par les soins de notre Société.

élaborées. En fait, les choses ne fonctionnent pas de cette manière, dès que les produits et les procédés de fabrication deviennent plus compliqués. Ce changement donne à l'Etat industriel moderne un caractère radicalement nouveau et différent.

En particulier, la « séquence classique » tend à s'inverser. Le producteur a de plus en plus tendance à fixer les prix du marché. Il dépasse ensuite ce stade pour s'assurer que le marché absorbera les produits qu'il fabrique. La « séquence classique » est donc totalement ou partiellement inversée et ce n'est pas le consommateur mais bien le producteur qui tend à devenir le souverain.

Cette évolution est motivée non par un choix mais par une nécessité. L'industrie moderne est forcée d'agir ainsi, et cela essentiellement à cause des exigences de la technologie. A mesure que les produits ainsi que leurs modes de fabrication relèvent d'une technologie de plus en plus complexe, il se passe plus de temps entre le début de la production et l'apparition du produit sur le marché. Il en résulte que le producteur s'engage beaucoup plus intensément dans la fabrication d'un produit donné, au prix de l'absence de solutions de rechange. En conséquence, le capital investi dans le processus est d'autant plus important. En juin 1903, Henry Ford prit la décision de fabriquer et de vendre une voiture; en octobre de la même année, celle-ci faisait son apparition sur le marché. Mais trois ans et demi s'écoulèrent entre la décision prise par la société Ford d'aujourd'hui de fabriquer la « Mustang » et sa commercialisation. A n'importe quelle étape de la fabrication de la première Ford, on aurait probablement pu décider de passer de l'essence à la traction à vapeur, modification assez radicale, sans que le retard dépasse deux semaines. Par contre, pendant l'année et demie qui précéda la sortie de la « Mustang », la décision de produire une voiture de ce type particulier était inflexiblement arrêtée. Au cours de cette période, la compagnie s'équipait; c'est-à-dire qu'elle se procurait les machines-outils (et parfois les machines pour fabriquer les machines-outils) nécessaires à la fabrication d'une voiture de ce type et de ce modèle particuliers. La commercialisation de la première Ford coûta $ 28.500; celle de la « Mustang » (pour une production relativement supérieure, il est vrai) $ 59.000.000. Lorsque Ford en viendra à lancer sur le marché sa « Serpent », sa « Carpe » ou son « Oie », comme elle le fera sans doute un jour, tant la période de gestation que les frais seront incomparablement plus importants encore.

De pair avec l'allongement des délais, l'inflexibilité accrue des décisions prises et l'accroissement des besoins en capitaux, la technologie plus poussée impose une autre exigence: celle d'une organisation complexe. L'industrie moderne a créé le mythe que sa technologie avait donné naissance à une race nouvelle d'êtres très supérieurs. Ceci est une absurdité, ou du moins une innocente vanité. Il serait peut-être possible de trouver quelqu'un qui possédât la somme des connaissances requises pour fabriquer une voiture — chimie, esthétique, métallurgie, conception de la mécanique, publicité et commercialisation, quitte même à ce qu'il la conçoive de manière qu'une personne de taille supérieure à la moyenne comme moi ne puisse ni y entrer, ni en sortir! De tels génies sont rares et leur disponibilité est bien aléatoire. Le véritable génie de

l'industrie moderne consiste plutôt à employer des personnes ordinaires. Elle choisit surtout des hommes dont les connaissances, l'expérience, les talents et l'intuition sont limités et spécialisés, afin de les associer à d'autres hommes, tout aussi ordinaires et spécialisés, en vue de résultats qui sont infiniment plus prévisibles et supérieurs à ceux que l'on pourrait obtenir d'un individu isolé. Notre époque est profondément vouée au culte de l'individu; notre estime va à la personne plutôt qu'au groupe. Nous louons l'efficacité, l'esprit de décision et les capacités créatrices de l'individu par rapport à ceux du groupe. Mais, à moins de se rendre compte de l'indubitable supériorité du groupe pour l'accomplissement de la plupart des tâches industrielles, on ne comprendra que très imparfaitement le monde dans lequel nous vivons. Le voyage autour de la lune n'est pas l'œuvre d'un individu génial; nos hommes y sont allés et en sont revenus grâce aux efforts d'équipes de spécialistes qui ont uni les connaissances de chacun d'eux pour aboutir à un résultat largement supérieur aux capacités d'un seul savant. Après son vol solitaire au-dessus de l'Atlantique, Charles Lindbergh aurait affirmé que l'exploit aurait été plus remarquable encore s'il avait été l'œuvre d'un comité. Cela est loin d'être certain. Mais il est vrai que sans les groupes et les comités, il n'y aurait aujourd'hui aucun vol en direction de la lune et très peu vers Los Angeles.

La contrepartie de la spécialisation est l'organisation. Celle-ci est le cadre qui relie les spécialistes entre eux: une sorte de holding pour les groupes, les équipes et les comités. En plus des sommes importantes qu'elle consacre à un produit donné, la technologie moderne met en œuvre une organisation considérable et complexe qui est, elle aussi, assez rigide. Elle ne peut que malaisément être réduite en cas de mévente de ses fabrications. Il n'est d'ailleurs pas plus facile de l'étoffer comme en témoignent les offres d'emploi de personnel spécialisé dans tous les grands quotidiens. Tout comme le capital investi, l'organisation doit être protégée contre les changements inattendus et perturbateurs (aléas relatifs aux prix ou à la demande) qui pourraient lui nuire et même la détruire.

Il est plus important de protéger l'organisation car, plus que le capital, elle est maintenant le facteur clé de la production. Elle s'est substituée à l'entrepreneur capitaliste dans la prise de décision que ce dernier n'est plus en mesure, pour des raisons techniques, d'assumer convenablement. Ce que j'ai appelé l'entreprise évoluée (mature corporation) s'est soustraite au contrôle des propriétaires ou des actionnaires. Le pouvoir est et doit être exercé par ceux qui ont accès aux informations indispensables à la prise de décision. Ces informations sont aux mains de ceux qui forment ce que j'ai appelé la technostructure. Le pouvoir, qui va de pair avec ces informations, est ainsi réparti sur le même modèle. L'exercice de ce pouvoir est impersonnel et bureaucratique. Une conséquence mineure de cette situation est que nous ne connaissons plus le nom des dirigeants des principales entreprises américaines — qu'ils soient à la tête de la General Motors, de la General Electric, de Ford ou de Standard Oil, ils nous sont inconnus. Eux aussi sont priés de présenter une pièce d'identité lorsqu'ils payent par chèque. C'est là un aspect de la réalité contemporaine. Personne n'est désormais très important.

III

Nous avons décrit la caractéristique essentielle de l'entreprise industrielle moderne. Elle ne peut survivre que dans un milieu stable. On ne peut permettre que des événements interviennent au cours de la longue période qui sépare la décision du résultat et compromettent les investissements et l'organisation engagés dans l'opération. Si le milieu est instable ou imprévisible, l'entreprise doit faire en sorte qu'il se stabilise.

Le marché est un milieu fondamentalement instable. De par sa nature, il dépend des caprices et des désirs changeants des consommateurs, qui se répercutent sur les prix sous forme de variations capricieuses et imprévisibles. Qui peut prévoir si dans un an et demi on voudra de la « Mustang » qui est aujourd'hui l'objet de décisions inflexibles relatives à sa conception ? En conséquence, qui peut prédire qu'elle sera vendue à un bon prix, c'est-à-dire à $ 3500 plutôt qu'à perte pour $ 1500 ?

De plus, le marché présente un degré d'incertitude bien plus grand pour des produits techniquement très évolués que pour des articles simples. Le marché des fraises, des œufs et des choux peut faire l'objet de prévisions assez sûres. De même, le marché de la main-d'œuvre non spécialisée et celui des outils nécessaires à la production de ces denrées présentent une certaine stabilité. La demande de ces produits ne dépend d'aucun caprice. Au contraire, les goûts, non contrôlés, pour les automobiles sont moins prévisibles. Ici, le public peut changer totalement d'idée, ce qui n'est pas le cas pour les œufs ou le beurre. Et il n'existe absolument aucun marché pour les cabines spatiales, les missiles ou les sous-marins Polaris. (On se souviendra que Philippe II acheta une grande partie de l'Armada sur le marché. Il construisit le reste et fut prêt à embarquer environ un an après avoir pris sa décision de ramener l'Angleterre à la Vraie Foi !) Enfin, alors que l'on pouvait trouver les matériaux utilisés pour la première Ford dans l'entrepôt le plus proche et les mécaniciens pour la construire au bistro du coin, il n'en va pas de même pour l'alliage de titane destiné à un avion supersonique ou pour les techniciens qui mettront au point ses systèmes électroniques. On doit prévoir la disponibilité de ces ressources longtemps à l'avance.

Il y a trois façons d'atténuer ou de réduire les incertitudes du marché. D'abord, dans le cadre du marché lui-même, en prévoyant ses choix ou en réduisant sa propre dépendance à l'égard de ses fantaisies. Ensuite, en répartissant les risques sur plusieurs gammes de produits. Enfin, les incertitudes du marché sont évitées en inversant la « séquence classique » qui donnait au consommateur le pouvoir d'initier les processus économiques. De plus en plus, ce pouvoir est entre les mains du producteur. Le choix du consommateur, jusqu'ici imprévisible, est désormais sous contrôle. Et si cette régularisation ne peut pas être assurée par les entreprises, c'est l'Etat qui s'en charge. Ces deux derniers développements méritent quelques commentaires.

IV

L'inversion de la « séquence classique » du marché — c'est-à-dire la disparition de l'influence souveraine du consommateur — fait partie de l'ensemble du processus d'adaptation du développement industriel. Etant donné l'étendue des besoins en capitaux et la complexité des organisations, l'entreprise industrielle prospère doit avoir des dimensions relativement grandes. C'est dire qu'un nombre assez restreint d'entreprises importantes vont se partager les marchés. Les prix pratiqués par ces entreprises seront dans ce cas étroitement solidaires. Dans l'optique traditionnelle, une telle situation aurait été qualifiée d'oligopole, chaque entreprise considérant que l'intérêt de tous passait par la stabilité des prix et évitant toute initiative, par exemple une guerre des prix, susceptible de porter atteinte aux intérêts communs. La législation de la plupart des pays industrialisés, France, Allemagne, Japon, n'interdit pas les ententes pour stabiliser les prix. Les ententes manifestes sont découragées aux Etats-Unis et jusqu'à un certain point en Grande-Bretagne et au Canada, mais en général ceci ne limite pas les possibilités d'arriver à des arrangements tacites sur les prix minima. Ce qui est interdit en principe est atteint sans effort apparent dans la pratique, comme la grande majorité des économistes l'admettront. Les grandes entreprises tirent de cette sécurité des prix un avantage supplémentaire sur les petites et leur croissance en est avantagée. Ainsi, leur emprise s'affermit. Mais la stabilité et un niveau suffisant des prix ne sont qu'un premier pas. Encore faut-il qu'à ces prix la demande soit assurée. C'est ici que, par rapport à chaque consommateur, la persuasion de masse entre en jeu. Le consommateur subit les sollicitations de la publicité et des techniques de vente et il est soumis aux pressions engendrées par l'émulation et les aspirations d'une société persuadée que le prestige, le bien-être et le bonheur sont liés à la possession et à l'usage de biens et de services du dernier cri. Ces méthodes de persuasion du consommateur ne sont pas parfaites; elles sont relativement prévisibles dans leurs effets généraux, mais non dans leur influence sur tel ou tel individu. Elles influencent aussi l'Etat, surtout en ce qui concerne l'acquisition du matériel de guerre. C'est un domaine où l'efficacité de ces méthodes est relativement grande. Les techniques avec lesquelles les fabricants d'armements conditionnent ou orientent les achats du Pentagone sont très subtiles, et bien supérieures à celles qui visent les consommateurs privés. Nous percevons ces réalités aux Etats-Unis à travers le pouvoir exercé par ce qu'on appelle le complexe « militaire-industriel ». Nous voyons donc que la « séquence classique » a été en grande partie inversée. L'initiative appartient très largement au producteur. Elle ouvre la voie au contrôle sur les prix et à la persuasion du consommateur privé ou de l'Etat. Le producteur acquiert ainsi, au moins en partie, l'autorité souveraine.

On rencontre sur ce plan les résistances des économistes les plus orthodoxes ou les moins sûrs d'eux-mêmes. Ils admettent bien que la grande entreprise contrôle ses propres prix. Cela est empiriquement indiscutable. Mais s'ils conviennent que l'entreprise fixe ses prix afin d'accroître ses profits le plus possible, ils estiment qu'elle

n'en doit pas moins obéir aux impératifs classiques du marché. Son intérêt pécuniaire ou son avarice la pousse à réagir au marché, c'est-à-dire en dernière analyse à la volonté du consommateur. Sous réserve de certaines entraves à la distribution des ressources résultant du pouvoir monopolisateur, la « séquence classique » demeure intacte. Mais l'étape suivante, qui consiste à soumettre le consommateur à la persuasion du producteur, est décisive. Dans ce cas, la souveraineté du consommateur est visiblement anéantie. Les critères du bien-être formulés par la théorie économique sont alors visiblement battus en brèche. L'équilibre de la consommation ne reflète aucunement la tendance à assurer le maximum de satisfactions pour les individus mais, au contraire, l'efficacité des efforts du producteur. La théorie économique traditionnelle s'effondre. Ceci soulève toute une série de nouveaux problèmes, ainsi que je le montrerai. Les tenants de l'orthodoxie s'élèvent avec la plus grande énergie contre mes propos et estiment qu'ils doivent s'opposer vigoureusement au bouleversement que j'apporte à la théorie conventionnelle. Il n'échappera à personne que je ne crois pas à leur désintéressement total. On protège ce qu'on a. Pour l'économiste, le bien le plus précieux est sa science, et je ne suis pas sans sympathie pour une telle attitude. La puissance des grandes entreprises industrielles ne se limite pas à ce qu'elles vendent. Elles exercent en plus un contrôle sérieux sur les prix auxquels elles achètent et font en sorte que les matériaux et la main-d'œuvre dont elles ont besoin soient disponibles à ces prix. Elles agissent donc comme de puissants éléments de planification de leur milieu. Elles ne peuvent pourtant pas tout faire par elles-mêmes et c'est ici qu'apparaît le rôle de l'Etat moderne.

V

Il ne suffit pas de s'assurer par la persuasion que tel bien ou service bénéficiera d'une demande suffisante; encore faut-il que la demande globale fasse preuve de stabilité. Rien ne sert de garantir à Chevrolet la faveur des consommateurs si ceux-ci n'ont pas les moyens de s'offrir une voiture. Et même la General Motors n'est pas en mesure d'assurer la stabilisation de la demande, voire du pouvoir d'achat en général.

De même, si la grande entreprise moderne a les moyens d'imposer des prix minima, il ne lui est pas possible de fixer des prix maxima. Si le pouvoir d'achat est abondant et l'emploi élevé, il en résultera une pression ascendante des salaires sur les prix et des prix sur les salaires. Aucune entreprise ne peut, seule, enrayer ce mouvement de hausse des prix et des salaires.

De plus, même la plus importante et puissante entreprise n'est en mesure de se procurer par ses seuls moyens l'énorme quantité de main-d'œuvre qualifiée qu'exigent la technologie, la planification et l'organisation modernes.

Enfin, une telle entreprise ne peut non plus se permettre de prendre en charge le coût des formes les plus avancées de l'innovation technologique. Etant donné l'am-

pleur des programmes et l'incertitude quant à leurs coûts, le développement de l'énergie nucléaire, des ordinateurs, des systèmes d'armes modernes et du transport supersonique (SST) a dépassé les possibilités financières même des entreprises industrielles les plus importantes.

Pour chacun de ces problèmes, on retrouve chaque fois la même solution. L'Etat entre en jeu pour accomplir ce que l'entreprise industrielle, en tant qu'unité planificatrice, est incapable de réussir par elle-même. L'Etat contrôle la demande globale, assurant de la sorte sa prévisibilité. C'est là le rôle habituel que lui attribuent les théories économiques modernes ou keynésiennes. De même, quoique avec beaucoup d'hésitation, d'inefficacité et, aux Etats-Unis, avec recours à la prière et au plaidoyer, l'Etat s'efforce aussi de contenir les augmentations de salaire dans les limites permises par l'amélioration de la productivité et d'arriver ainsi à des prix maxima stables. L'Etat moderne consacre des sommes importantes à l'éducation. Et, surtout aux Etats-Unis, il prend à sa charge, souvent sous un déguisement militaire, les recherches technologiques trop risquées ou trop coûteuses pour le secteur privé. Un nombre impressionnant d'activités gouvernementales en sont ainsi venues à être considérées, dans ce qu'il est convenu d'appeler le système de libre entreprise, comme un genre de socialisme déguisé, que l'on n'appelle pas par son nom.

Cette évolution est d'ailleurs indispensable étant donné que l'industrie moderne et sa technologie avancée ont besoin d'un contrôle de l'environnement beaucoup plus complet que ne le permet le respect de la souveraineté du consommateur ou la capacité d'influence de l'entreprise isolée. Comme on le voit, l'entreprise et l'Etat moderne se complètent admirablement dans l'exercice conjoint de ce contrôle.

Permettez-moi de dire quelques mots sur les critiques qui ont été formulées à propos de cette vision de la vie économique. Je ferai ensuite quelques remarques sur ses conséquences.

VI

Depuis la publication, au cours de l'été 1967, du *Nouvel Etat industriel*, mon système a été critiqué avec entrain. Cela n'a pas été jusqu'à provoquer chez moi un sentiment irrépressible de persécution et j'ai l'impression que le nombre de mes lecteurs a plutôt dépassé celui des censeurs qui mettaient le public en garde contre ma perversité et mes erreurs. Je dirai même que certains de mes critiques semblent se plaindre de l'incorrection que j'aurais commise en publiant ce livre destiné au grand public sans le leur avoir préalablement soumis, afin qu'il reçoive un veto bien mérité.

Certaines critiques étaient d'ailleurs valables. On m'a accusé, avec raison, d'avoir donné une importance excessive à certains points et d'avoir commis quelques erreurs

dans les faits. Le professeur Robin Marris, de l'Université de Cambridge, a formulé quelques objections bien fondées contre mon modèle de croissance — sécurité — maximisation des profits[1]. Le professeur James Meade a souligné justement que la distinction entre la planification dans le cadre du marché et celle qui l'englobe et la remplace n'est pas assez précise[2].

Je devrai un jour m'efforcer de corriger ces faiblesses et d'autres encore. Aucun auteur ne peut atteindre la perfection dans la rédaction d'un livre complexe à moins de bénéficier de l'aide divine; je n'irai pas jusqu'à suggérer que cela a été mon cas.

D'autres critiques me poussent, sans doute contre mon gré, à moins de tolérance. Il y en a eu de trois ordres. En premier lieu, on m'a reproché de ne m'intéresser qu'à certains aspects de l'économie moderne, à savoir les grandes entreprises; il ne faudrait pas oublier le monde des agriculteurs, des médecins, des avocats, des teinturiers et des cordonniers qui subissent aussi la loi du marché. Dans ces secteurs, la « séquence classique » reste valable. Je ne l'ai jamais nié. Je me permets seulement de souligner que l'univers des grandes entreprises est important et différent. Les mille plus importantes sociétés américaines sont responsables de près de la moitié de l'activité économique du pays. Elles constituent de plus le secteur le plus dynamique de la vie économique. Le fait qu'elles n'en constituent pas la totalité n'est vraiment pas une raison de l'ignorer ou de se méprendre sur son importance.

Deuxièmement, on s'en est pris à ma méthodologie. On a affirmé que je soulevais des controverses majeures et qui, par leur nature, n'étaient pas susceptibles d'être prouvées. L'économie politique devrait progresser au moyen d'efforts précis en vue de clarifier des questions délimitées. Comme l'a remarqué un savant distingué en me critiquant, les économistes que nous sommes devraient être de fermes pense-petit[3]. Je ne puis m'y résoudre. Insister sur la preuve face à toutes les hypothèses raisonnables revient à cautionner de nombreuses erreurs (c'est la technique qu'emploient les fabricants de cigarettes à propos du cancer du poumon). De toute façon, des preuves sur des points délimités ne peuvent être obtenues que dans le cadre, plus vaste, d'hypothèses générales; pour les orthodoxes, ce sont celles de la souveraineté du consommateur et de la « séquence classique ». Ils se gardent bien de modifier si peu que ce soit ces hypothèses. Celles-ci ne peuvent être remises en question que par des arguments de poids. Nous vivons dans un monde en pleine évolution, caractérisé par un vigoureux développement économique, par la montée de la grande organisation, et par les activités privées et étatiques auxquelles j'ai fait allusion. Qui oserait affirmer que de tels changements ne peuvent influencer nos hypothèses ?

---

[1] Robin Marris: « Economic Systems; Planning and Reform; Cooperation, a review of The New Industrial State", *American Economic Review*, vol. LVIII, mars 1968.

[2] J. E. Meade: "Is the New Industrial State Inevitable ?" *The Economic Journal*, vol. LXXVIII, nº 310, juin 1968, pp. 372-379.

[3] Robert N. Solow and John Kenneth Galbraith, "The New Industrial State: A Discussion", *The Public Interest*, nº 9, automne 1967.

Troisièmement, on affirme en particulier que je n'ai pas apporté la preuve que l'entreprise pouvait influencer de façon décisive le comportement de sa clientèle. C'est une question de la plus haute importance car, comme je l'ai dit, c'est ici que chaque économiste réticent a dressé ses barricades. En effet, si les consommateurs échappent au contrôle, ils gardent donc l'initiative. Et si le producteur est forcé de maximiser ses profits — autre question sur laquelle porte, quoique avec moins de vigueur, la critique — la souveraineté du consommateur et la « séquence classique » demeurent.

Il n'y a effectivement aucun moyen de démontrer que le consommateur est influencé par les efforts de persuasion qu'il subit. Mais les faits sont là pour qui veut bien les voir. On distingue un vaste effort de publicité et de vente qui fait appel aux derniers raffinements scientifiques et artistiques pour infléchir le consommateur. On n'ignore pas non plus les sommes énormes qui y sont consacrées, sans doute avec quelque raison. On voit ou on devine les tentatives aussi sérieuses que subtiles de l'industrie aérospatiale pour convaincre les militaires de passer commande de ce qu'elles sont en mesure de produire. Peu de personnes intelligentes, à l'exception de certains économistes, contestent cette évidence. Ceux qui affirment que ce qui est ainsi perçu ne peut être prouvé disent en réalité que rien ne peut être prouvé. Ils se servent d'un syllogisme pseudo-scientifique pour détourner l'attention de la réalité. En conséquence, on passe à côté d'une grande partie de l'activité économique moderne. C'est ce sujet que j'aborderai maintenant.

VII

Le besoin de poser certaines des plus importantes questions sur le monde moderne fait défaut. Si le comportement de l'économie reflète en dernière analyse les préférences du consommateur, il ne saurait y avoir souvent de conflits dans une société qui fait grand cas de l'individu. Si le parc automobile et le réseau routier sont importants alors que les logements sont rares et en mauvais état, ce serait en réponse aux décisions individuelles. La supériorité du système routier sur le réseau ferroviaire s'expliquerait de la même manière. De même pour les matières premières qui sont tirées jusqu'à épuisement du sous-sol, pour les déchets qui polluent l'atmosphère, ainsi que pour la disparition des campagnes au profit d'installations industrielles envahissantes et de villes tentaculaires. Quelque part, à l'arrière-plan, se trouveraient les décisions individuelles. Il en irait ainsi pour tout. Nous avons le SST avec ses ondes de choc et un réseau de missiles antibalistiques, parce que, selon toute évidence, le peuple souverain en a exprimé l'envie. Même la décision, aux Etats-Unis, de réserver la radio à la célébration de lessives, de détergents et de produits épilatoires reflète les préférences individuelles — et pourtant personne n'est vraiment persuadé que tout cela soit l'expression de choix individuels. Nous avons là une superbe formule exprimant l'indifférence sociale.

Les grandes options de notre société ne sont pas davantage remises en question. Les gens désirent des biens matériels non parce qu'on les en convainc, mais parce qu'ils en éprouvent réellement le besoin. Plus ils possèdent, plus grand est leur bonheur. La bonne société est donc celle qui produit beaucoup. La meilleure est celle qui produit le plus. Dorénavant, saint Pierre ne posera plus qu'une question aux candidats à l'éternité: quelle a été votre contribution à la croissance du produit national brut!

Mais si c'est le producteur qui est souverain ou à demi souverain, on ne peut écarter ces considérations avec autant de bonne conscience. Les gens possèdent-ils des voitures et des routes plutôt que des maisons parce que la General Motors est plus efficacement souveraine que l'industrie du bâtiment ? L'abondance des voitures privées et l'insuffisance des transports ferroviaires et urbains s'expliquent-elles de la même façon ? La pollution atmosphérique ou le sacrifice des sites résultent-ils en dernière analyse des préférences individuelles ou des avantages qu'y trouve l'industrie ? Le transport supersonique, les missiles antibalistiques, sont-ils dus au désir des citoyens ou à celui des producteurs ? Les Américains reçoivent-ils les programmes de télévision qu'ils espèrent ou ceux qui servent le mieux la souveraineté des producteurs ?

On commence à réaliser quelles questions surgissent lorsqu'on inverse la « séquence classique ». On commence aussi à deviner pourquoi certains pourraient ne pas désirer qu'elle soit inversée. Pouvoir orienter le cours des choses apporte beaucoup de satisfactions. La sécurité du règne est accrue si celui-ci ne se discute pas et si personne ne remet en cause l'autorité exercée.

VIII

D'autres questions très pratiques découlent de ce système. Celui-ci inverse en partie la « séquence classique » parce qu'il est largement fondé sur l'organisation. Celle-ci se compose de main-d'œuvre instruite et spécialisée et représente aujourd'hui certainement le facteur décisif de la réussite industrielle. Certes, l'utilisation de capital est importante, mais il est relativement abondant (y compris l'autofinancement par l'entreprise elle-même). C'est d'ailleurs un des postulats de la pensée keynésienne que l'épargne devient périodiquement trop importante et que l'Etat doit régulièrement intervenir pour la mobiliser et empêcher le chômage. En revanche, la main-d'œuvre qualifiée provient de l'extérieur. Pour cette raison (et d'autres encore), elle constitue à l'heure actuelle le facteur de production qui offre le moins de garanties de disponibilité. D'où la vive et incessante compétition pour s'assurer le concours de personnel qualifié. Ceci explique pourquoi on parle aujourd'hui de fuite des cerveaux à l'échelle internationale alors qu'on se préoccupait jadis surtout de mouvements internationaux de capitaux. Ceci explique enfin pourquoi, au siècle passé, banques, caisses d'épargne et sociétés d'assurances se multiplièrent pour mobiliser l'épargne,

tandis qu'aujourd'hui on accélère la construction de collèges et d'universités afin d'amplifier l'offre de main-d'œuvre qualifiée.

Voici donc la raison pour laquelle à notre époque tous les pays industrialisés font preuve de tant d'intérêt pour l'université. Dès lors, les présidents, recteurs ou vice-chanceliers d'universités ne jouissent plus de l'existence paisible et distinguée qui était la leur autrefois; mais ils se substituent aux banquiers, aux capitaines d'industrie, voire aux hommes politiques, sur l'avant-scène de la société industrielle.

En effet, cette évolution est la source du plus important conflit social de notre époque. Comme je l'ai noté, il faut à l'industrie moderne et à sa planification une population excellemment instruite et nombreuse. L'éducation inculque aux hommes un sentiment profond de leur individualité, sentiment qui était inexistant chez les masses ouvrières du siècle dernier. Mais ensuite, les individus sont obligés de subordonner leur personnalité aux besoins de l'organisation et d'accepter les contraintes et les articles de foi de la bureaucratie. La contradiction est évidente. L'industrie moderne contribue précisément à former ceux qui seront les détracteurs les plus acharnés de ses disciplines, de ses méthodes et de ses valeurs en général. Et c'est pourtant à ces gens que l'industrie voudra imposer ses règles et ses produits. Il en résulte, dans tous les grands Etats industrialisés, tensions et conflits. Inévitablement, cette situation se manifeste avec le plus d'intensité au sein des universités. Ce conflit a un aspect incohérent et vague, bien qu'une même réalité sous-jacente se retrouve partout. Avec le sentiment accru de son individualité propre que lui a donné la société industrielle, l'individu conteste l'organisation qu'il est sensé servir. Il est en réaction contre ses exigences, ses valeurs et ses buts, contre la certitude absolue propagée par la société industrielle que la réussite politique et sociale est le privilège naturel de la réussite économique. Avec son affinité instinctive pour l'ordre et la discipline, son besoin de subordonner la personnalité individuelle à la foi bureaucratique, ayant opté pour des critères de réussite économique purement pécuniaires, le complexe industriel réagit de son côté avec incrédulité et indignation. Il est persuadé qu'il s'agit d'anarchie délibérée. Dans une société où l'individu serait le véritable souverain, ce type de conflit serait évidemment impensable. Mais il est tout à fait plausible dans une société dirigée par l'organisation. Il se peut même qu'il soit inévitable.

Cette thèse soulève une autre question d'envergure. Le système industriel moderne n'est plus essentiellement celui de l'économie de marché. Il est planifié, en partie par les grandes entreprises et en partie par l'Etat moderne. Il doit être planifié, car la technologie et l'organisation modernes ne peuvent se développer favorablement que dans un cadre de stabilité, condition que le marché ne peut satisfaire.

Ceci nous amène à nous interroger sur les relations entre cette forme de planification et le système économique, à planification plus institutionnalisée, des pays socialistes. Plus exactement, on est porté à se demander si ces systèmes économiques ne sont pas en voie de rapprochement ?

C'est effectivement le cas. Mais l'aboutissement de cette convergence n'est pas l'économie de marché comme beaucoup à l'Ouest l'ont cru (avec d'ailleurs certains socialistes). Il existe, certes, un phénomène de décentralisation du pouvoir dans les pays socialistes. Mais le rapprochement est caractérisé essentiellement par une planification au niveau des entreprises et de l'Etat. Ceci ne résulte pas d'un choix idéologique mais d'impératifs industriels.

C'est pour cela que les jeunes intellectuels occidentaux, en réaction contre l'Etat bureaucratique, ne puisent plus de réconfort dans l'existence de l'Union soviétique. De grandes différences existent. Mais à l'Ouest, les traditions et les lois demeurent plus favorables à l'individu. Il ne viendrait à l'idée de personne de prétendre que la machine industrielle soviétique est moins organisée et moins bureaucratisée. Car l'ennemi est maintenant la bureaucratie souveraine, non le capitalisme.

Cette situation a aussi un aspect plus positif car elle signifie que toute industrialisation, à l'Est comme à l'Ouest, a ses impératifs propres. L'industrialisation et non l'idéologie décide de la structure de la société. En conséquence, ceux pour qui les tensions, voire le conflit entre l'Est et l'Ouest, résultent de divergences idéologiques ont tort. L'idéologie n'est plus un facteur déterminant.

Existe-t-il une possibilité d'accommodement entre les préférences individuelles et la bureaucratie planificatrice ? Les conditions d'un tel accommodement n'entrent pas dans mes propos d'aujourd'hui. Le premier pas serait évidemment de comprendre que notre subordination aux finalités économiques est partie intégrante des processus économiques modernes. Nous devons comprendre aussi que la priorité accordée au rendement économique n'est point dans la nature des choses, mais qu'elle est imposée par l'organisation industrielle elle-même. Lorsqu'on a saisi cela, il est clair que les exigences de priorité et de puissance formulées sur le plan politique par l'organisation industrielle deviennent hautement critiquables. Il en va de même de ses prétentions sur l'individu. Mais ceci est un autre et vaste chapitre qui ne peut pas être abordé ici.